

UNIVERSITE DE BOURGOGNE – DIJON

SESSION 2015

**CONCOURS EXTERNE
D'ACCES AU CORPS DE TECHNICIEN CLASSE NORMALE
DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE**

BAP J

EMPLOI-TYPE : Technicien en Gestion Administrative

EPREUVE PROFESSIONNELLE D'ADMISSION

(Durée : 2 heures, coefficient : 4)

Date de l'épreuve : Mardi 30 juin 2015

Le sujet comporte 12 pages numérotées de 1 à 12 dont 3 annexes

Vérifiez que votre exemplaire est complet

Le candidat doit rédiger l'épreuve écrite sur la copie de rédaction fournie par le centre organisateur.

Aucun document complémentaire ne sera accepté ni corrigé.

Tout signe permettant l'identification du candidat rendra invalide la copie et entraînera la note de 0/20.

L'USAGE DES TELEPHONES PORTABLES ET DE LA CALCULATRICE EST STRICTEMENT INTERDIT

EPREUVE PROFESSIONNELLE D'ADMISSION

1) Vous travaillez au bureau des concours de l'université X. Dans le cadre de la loi Sauvadet, des recrutements réservés sont organisés au titre de l'année 2015 en qualité de technicien de recherche et formation, d'assistant ingénieur et d'ingénieur d'études. La date limite de clôture des inscriptions est fixée au 1^{er} juillet 2015.

Deux agents non titulaires, Madame Y et Monsieur Z, ont sollicité votre service afin de savoir s'ils pouvaient concourir à ces recrutements réservés. Votre supérieur hiérarchique vous demande de répondre à chacun, en argumentant vos réponses.

Vous disposez d'un tableau de synthèse sur la recevabilité des recrutements réservés « loi Sauvadet » (**Annexe 1**) et des éléments suivants relatifs aux parcours professionnels de ces agents :

- Madame Y est contractuelle au sein de l'université X depuis le 1^{er} janvier 2009. Elle a exercé au sein des services financiers centraux en qualité d'assistant ingénieur à mi-temps du 1^{er} janvier 2009 au 10 février 2010 sur un besoin permanent. Son contrat a été renouvelé dans les mêmes conditions, du 11 février 2010 au 31 août 2011. Madame Y a bénéficié d'un contrat d'assistant ingénieur à mi-temps du 15 mars 2011 au 31 août 2011 à l'agence comptable sur un besoin permanent. Un nouveau contrat a été signé du 1^{er} décembre 2011 au 31 août 2012 à temps complet à l'UFR Droit, Economie et Gestion, en qualité d'ingénieur d'études, sur un besoin temporaire. Enfin, le contrat a été renouvelé du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2015 à temps incomplet à 70%, en qualité d'ingénieur d'études, sur un besoin permanent.
- Monsieur Z, agent non titulaire, est en contrat au sein de l'université X depuis le 1^{er} mai 2009. Il a exercé à l'UFR de santé en qualité d'adjoint administratif à 70% du 1^{er} mai 2009 au 31 juillet 2011 pour un besoin permanent puis renouvelé en qualité de technicien de recherche et formation à temps complet du 1^{er} août 2011 au 31 décembre 2011 sur un besoin permanent. Monsieur Z a ensuite bénéficié d'un contrat de technicien au laboratoire « EE8U » à mi-temps du 1^{er} janvier 2012 au 31 août 2014 sur un besoin permanent. Il a enfin exercé au sein du service pilotage à temps incomplet à 70% en qualité d'ingénieur d'études du 1^{er} septembre 2014 au 31 août 2015 sur un besoin temporaire.

2) Vous travaillez au service de gestion des personnels ITRF de l'université X. Vous devez effectuer le classement de Madame W, reçue à l'examen professionnalisé d'assistant ingénieur à compter du 15 septembre 2015, en précisant dans quel échelon l'agent sera classé. Vous détaillerez vos calculs.

Pour effectuer le classement de l'agent vous disposez des éléments suivants :

- un état récapitulatif de l'expérience professionnelle de Madame W ;
- un extrait du décret n°2006-1827 du 23 décembre 2006 (**annexe 2**);
- un extrait du décret n°85-1534 du 31 décembre 1985 fixant les dispositions statutaires applicables aux personnels ITRF (**annexe 3**).

Etat récapitulatif de l'expérience professionnelle de Madame W :

- contrat d'ingénieur pour l'entreprise « Mouette et Charbon » de Reims du 01/07/1987 au 30/06/2006 ;
- contrat d'adjoint administratif à l'université de Strasbourg du 01/01/2009 au 30/06/2009 à 100%,
- contrat d'ASI à l'université de Montpellier du 01/09/2009 au 31/08/2010 à 50% ;
- contrat d'IGE à l'université de Montpellier du 01/09/2009 au 31/08/2010 à 50% ;
- contrat d'ASI à l'université technologique de Troyes du 01/09/2010 au 31/12/2010 à 100% ;
- contrat d'ASI à l'université de Bourgogne du 01/01/2011 au 31/08/2011 à 100% ;
- contrat d'ASI à l'université de Bourgogne du 01/09/2011 au 31/12/2011 à 100% ;
- contrat d'ASI à l'université de Bourgogne du 01/01/2012 au 31/08/2013 à 100% ;
- contrat d'IGE au CNRS de Lyon du 01/09/13 au 31/08/14 à temps plein.

Rappel : un mois = 30 jours quel que soit le mois de l'année.

ANNEXES

- **Annexe 1** : Tableau : Dispositif Sauvadet
- **Annexe 2** : Extrait décret n°2006-1827 du 23 décembre 2006 relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'Etat
- **Annexes 3** : Extrait du décret n°85-1534 du 31 décembre 1985 fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur

Annexe 1 : Recevabilité des recrutements réservés "Loi Sauvadet"

Dispositif ouvert, pendant une durée de 4 ans, à partir de 2013

Loi Sauvadet : Dispositif réservé aux agents non titulaires de droit public (ANT)

Nature du contrat	Situations	Conditions d'éligibilité : ouvert aux agents non titulaires	Observations
CDD à la date du 31 mars 2011 sur un besoin permanent de l'administration (avec une quotité de service égale ou supérieure à 70 % d'un temps complet)	Situation 1 : les ANT doivent remplir les conditions suivantes	- être en fonction au 31 mars 2011	Statut général : Loi du 11 janvier 1984
		- justifier d'au moins 4 ans de services publics : . soit au cours des 6 années précédant le 31 mars 2011 (soit au plus tôt le 31 mars 2005) (période du 01/04/2005 au 31/03/2011) OU . soit à la date de clôture des inscriptions au concours : dans ce dernier cas, au moins 2 des 4 années de services exigés doivent avoir été accomplies au cours des 4 années précédant le 31 mars 2011 (soit au plus tôt le 31 mars 2007) (période du 01/04/2007 à la date de clôture des inscriptions)	Date de la signature du protocole d'accord fonction publique-syndicats - service à <u>temps partiel ou incomplet</u> supérieur ou égal à 50 % assimilé à du temps plein - Règle de l'employeur unique : Les 4 années doivent avoir été accomplies auprès de l'administration qui emploie l'agent contractuel au 31 mars 2011 (ou occupe le même poste avec des employeurs différents)
CDD à la date du 31 mars 2011 sur un besoin temporaire de l'administration (avec une quotité de service égale ou supérieure à 70 % d'un temps complet)	Situation 2 : les ANT doivent remplir les conditions suivantes	Corps accessibles : niveau de catégorie (dispositions concernant tous les CDD) Les agents ne peuvent accéder qu'aux corps de fonctionnaire de la catégorie hiérarchique (A, B ou C) équivalente à celle des fonctions qu'ils ont exercées pendant la durée de 4 ans - si l'agent a exercé des fonctions relevant de la même catégorie pendant 4 années ou plus, il peut candidater aux corps de cette catégorie - si l'ancienneté de 4 ans a été acquise dans des catégories différentes, l'agent peut accéder aux corps relevant de la catégorie dans laquelle il a exercé ses fonctions le plus longtemps pendant la période de 4 années (ex. 2 ans en C, 1 an en B et 1 an en A = l'agent a accès aux corps de la catégorie C) - si l'agent a acquis une ancienneté supérieure à 4 ans, l'ancienneté s'apprécie au regard des 4 années pendant lesquelles il a exercé les fonctions équivalentes à la ou aux catégories les plus élevées et le plus longtemps : dans ce cas, l'ancienneté des 4 ans s'apprécie à la date de clôture des inscriptions (soit la période des 4 ans qui précèdent la date de clôture) Un agent en CDD au 31/3/2011 sur un emploi de cat B, puis un CDD de catégorie A après cette date, pourra donc candidater à un emploi de cat A, lors des prochaines sessions de recrutement dès lors, qu'à la date de clôture des inscriptions, la catégorie A constituera la catégorie dans laquelle il aura exercé le plus longtemps (ancienneté glissante)	Exemple : un agent ayant 7 ans d'ancienneté dont 4 en catégorie B et 3 en catégorie A à la date de clôture pourra se présenter à un concours de cat. A, car à la date de clôture, il aura exercé 3 ans en cat A et 1 an en cat B
		- être en fonction au 31 mars 2011	date de la signature du protocole d'accord fonction publique-syndicats
CDD à la date du 31 mars 2011 sur un besoin temporaire de l'administration (avec une quotité de service égale ou supérieure à 70 % d'un temps complet)	Situation 2 : les ANT doivent remplir les conditions suivantes	- justifier de 4 ans de services publics au cours des 5 années précédant le 31 mars 2011 (période du 01/04/2006 au 31/03/2011) Corps accessibles et niveau de fonctions : mêmes dispositions que pour les CDD permanents	- service à <u>temps partiel ou incomplet</u> supérieur ou égal à 50 % assimilé à du temps plein - Règle de l'employeur unique : Les 4 années doivent avoir été accomplies auprès de l'administration qui emploie l'agent contractuel au 31 mars 2011 (ou occupe le même poste avec des employeurs différents)
		- être en fonction au 31 mars 2011 (date d'appréciation 31 mars 2011) ou - remplir les conditions d'accès au CDI prévues par la loi du 12 mars 2012 (date d'appréciation le 13 mars 2012) Corps accessibles et niveau de fonction : pour les agents en CDI, retenir la catégorie correspondante aux fonctions occupées le 31 mars 2011	- pas de conditions d'ancienneté - recrutements réservés ouverts par l'administration dont relève le candidat
CDI (avec une quotité de service égale ou supérieure à 70 % d'un temps complet)	Situation 3 : ANT en CDI	- être en fonction au 31 mars 2011 (date d'appréciation 31 mars 2011) ou - remplir les conditions d'accès au CDI prévues par la loi du 12 mars 2012 (date d'appréciation le 13 mars 2012) Corps accessibles et niveau de fonction : pour les agents en CDI, retenir la catégorie correspondante aux fonctions occupées le 31 mars 2011	- pas de conditions d'ancienneté - recrutements réservés ouverts par l'administration dont relève le candidat

Informations générales :

- . Les candidats ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé au titre d'une même année civile (filière ITRF ou AENES)
- . Aucune condition de diplôme n'est exigée pour les candidats éligibles à ce dispositif
- . Règle générale : les candidats contractuels doivent avoir exercé des fonctions d'un niveau équivalent à celui du corps auxquels ils accèdent
- . Un agent éligible à un recrutement réservé, dans une catégorie donnée, pourra candidater dans l'un des grades de cette catégorie (ex : cat A = ASI ou IGE)

Annexe 2

Extrait du Décret n°2006-1827 du 23 décembre 2006 relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'Etat

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la fonction publique et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B ;

Vu le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2002-1294 du 24 octobre 2002 fixant les dispositions générales relatives à la situation et aux modalités de classement des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;

Vu le décret n° 2006-4 du 4 janvier 2006 pris en application de l'article 61 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires et relatif au détachement ou au classement des militaires lauréats d'un concours d'accès à la fonction publique civile ou du concours de la magistrature ;

Vu le décret n° 2006-1486 du 30 novembre 2006 pris en application de l'article 62 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires et relatif aux modalités spécifiques de détachement et d'intégration des militaires dans un corps relevant de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (commission des statuts) en date du 13 juillet, du 29 septembre et du 27 octobre 2006 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

• TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1

Les dispositions du présent décret s'appliquent aux personnes nommées dans les corps de fonctionnaires de catégorie A de la fonction publique de l'Etat figurant en annexe, sans préjudice de l'application des dispositions plus favorables instituées par les statuts particuliers de ces corps.

Article 2

I - Les personnes nommées dans l'un des corps mentionnés à l'article 1er qui justifient de services antérieurs sont classées à un échelon déterminé, sur la base des durées moyennes fixées par le statut particulier de ce corps pour chaque avancement d'échelon, en application des articles 3 à 10. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le corps, à l'exception des cas dans lesquels cette nomination est prononcée dans un échelon d'élève dont la durée n'est pas prise en compte pour l'avancement. Dans ce cas, le classement est prononcé à la date de nomination comme stagiaire ou, à défaut, comme titulaire.

II. - La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 4 à 10 sont appréciées à la date à laquelle intervient le classement. Toutefois, lorsque la titularisation est prononcée à la suite d'une période de scolarité prise en

compte pour l'avancement dans le corps considéré, elles s'apprécient à la date de nomination comme élève.

III. - Les dispositions du présent décret ne peuvent avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.

Article 3

I.- Une même personne ne peut bénéficier de l'application de plus d'une des dispositions des articles 4 à 10. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel antérieur, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.

II.- Les agents qui justifient de services accomplis dans une administration, un organisme ou un établissement d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen sont classés en application des dispositions du titre II du décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française.

Lorsqu'ils justifient en outre de services ne donnant pas lieu à l'application de ces dispositions, ils peuvent demander, dans les mêmes conditions que celles prévues au I, à bénéficier des dispositions de l'un des articles 4 à 10 du présent décret de préférence à celles du 22 mars 2010 précité.

Article 4

Les fonctionnaires appartenant déjà, avant leur nomination, à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie A ou de même niveau sont classés dans leur nouveau corps à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leurs corps et grade d'origine.

Dans la limite de l'ancienneté moyenne fixée par le statut particulier du corps dans lequel ils sont nommés pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur grade d'origine lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les fonctionnaires nommés alors qu'ils ont atteint le dernier échelon de leur grade d'origine conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'une promotion à ce dernier échelon.

Toutefois, les agents qui, avant leur nomination dans l'un des corps relevant du présent décret, appartenaient à un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie A ou de même niveau doté d'un indice brut terminal inférieur ou égal à 801 et qui, avant leur nomination dans ce corps ou cadre d'emplois, appartenaient à un corps ou cadre d'emplois de catégorie B ou de même niveau, doté d'un indice brut terminal au moins égal à 638, peuvent demander à être classés en application des dispositions de l'article 5 en tenant compte de la situation qui serait la leur s'ils n'avaient cessé d'appartenir à ce corps ou cadre d'emplois de catégorie B.

Article 5

Les fonctionnaires appartenant avant leur accession à la catégorie A à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie B ou de même niveau sont classés à l'échelon comportant l'indice le plus proche de l'indice qu'ils détenaient avant leur nomination augmenté de 60 points d'indice brut. Lorsque deux échelons successifs présentent un écart égal avec cet indice augmenté, le classement est prononcé dans celui qui comporte l'indice le moins élevé.

Dans la limite de l'ancienneté moyenne fixée par le statut particulier du corps dans lequel ils sont nommés pour une promotion à l'échelon supérieur, les bénéficiaires de cette disposition conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur grade d'origine lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure ou égale à 60 points d'indice brut. Toutefois, lorsque le classement opéré en vertu de l'alinéa précédent conduit le fonctionnaire à bénéficier d'un échelon qu'aurait également atteint le titulaire d'un échelon supérieur de son grade d'origine, aucune ancienneté ne lui est conservée dans l'échelon du grade de catégorie A dans lequel il est classé.

Article 6

Les fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau sont classés en appliquant les dispositions de l'article 5 à la situation qui serait la leur si, préalablement à leur nomination dans un corps de catégorie A, ils avaient été nommés dans un corps régi par le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat, et classés en application des dispositions de la section 1 du chapitre III de ce même décret qui leur sont applicables.

Article 7

I. - Les agents qui justifient de services d'ancien fonctionnaire civil, de services en tant qu'agent d'une organisation internationale intergouvernementale ou de services d'agent public non titulaire, autres que des services accomplis en qualité d'élève ou de stagiaire, sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de leur ancienneté de services publics civils dans les conditions suivantes :

1° Les services accomplis dans des fonctions du niveau de la catégorie A sont retenus à raison de la moitié de leur durée jusqu'à douze ans et des trois quarts de cette durée au-delà de douze ans ;

2° Les services accomplis dans des fonctions du niveau de la catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les sept premières années ; ils sont pris en compte à raison des six seizièmes pour la fraction comprise entre sept ans et seize ans et des neuf seizièmes pour l'ancienneté excédant seize ans ;

3° Les services accomplis dans des fonctions du niveau de la catégorie C sont retenus à raison des six seizièmes de leur durée excédant dix ans.

II. - Les agents mentionnés au I qui ont occupé des fonctions de différents niveaux peuvent demander que la totalité de leur ancienneté de services publics civils soit prise en compte, dans les conditions fixées au I comme si elle avait été accomplie dans les fonctions du niveau le moins élevé.

Article 8

Lorsqu'ils ne peuvent être pris en compte lors de la titularisation, en application des dispositions des articles L. 4139-1, L. 4139-2 et R. 4138-39, R. 4139-5, R. 4139-8, R. 4139-9, R. 4139-20 et R. 4139-20-1 du code de la défense , les services accomplis en qualité de militaire, autres que ceux accomplis en qualité d'appelé, sont pris en compte, lors de la nomination, à raison :

1° De la moitié de leur durée s'ils ont été effectués en qualité d'officier ;

2° Des six seizièmes de leur durée pour la fraction comprise entre sept ans et seize ans et des neuf seizièmes pour la fraction excédant seize ans s'ils ont été effectués en qualité de sous-officier ou d'officier marinier ;

3° Des six seizièmes de leur durée excédant dix ans s'ils ont été effectués en qualité de militaire du rang.

Annexe 3

Extrait du décret n°85-1534 du 31 décembre 1985 fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives,

Vu la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France, notamment ses articles 25 et 26 et son article 17, modifié par l'article 123 de la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 68-986 du 14 novembre 1968 relatif au statut des personnels techniques contractuels en fonctions dans les établissements relevant de la direction des enseignements supérieurs, modifié par le décret n° 71-816 du 29 septembre 1971 ;

Vu le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 modifié relatif au statut particulier des corps des personnels techniques de laboratoire du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 80-552 du 15 juillet 1980 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat, modifié par le décret n° 82-625 du 20 juillet 1982 ;

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire ministériel en date du 9 mai 1985 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 27 juin 1985 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

[...]

Section III : Dispositions statutaires relatives au corps des assistants ingénieurs du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Chapitre Ier : Dispositions générales.

Article 32

Le corps des assistants ingénieurs est classé dans la catégorie A prévue à l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée. Il comporte un grade unique comprenant seize échelons.

Article 33

Les assistants ingénieurs sont chargés de veiller à la préparation et au contrôle de l'exécution d'opérations techniques ou spécialisées, réalisées dans les établissements où ils exercent. Ils peuvent être chargés d'études spécifiques de mise au point ou d'adaptation de techniques ou méthodes nouvelles.

Ils concourent à l'accomplissement des missions d'enseignement.

Ils peuvent se voir confier des missions d'administration.

Ils peuvent participer à l'encadrement de personnels techniques ou administratifs des établissements où ils exercent.

Chapitre II : Recrutement.

Article 34

Les assistants ingénieurs sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Ils sont recrutés, dans la limite des emplois à pourvoir :

1° Par des concours organisés dans les conditions fixées à l'article 35 ci-après.

2° Au choix, selon les modalités suivantes :

Les nominations sont prononcées par voie d'inscription sur une liste d'aptitude établie sur proposition du recteur, du président, du responsable d'établissement ou du chef de service, après avis de la commission administrative paritaire compétente. Peuvent y être inscrits les fonctionnaires appartenant au corps des techniciens de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur, justifiant de huit années de services publics, dont trois au moins en catégorie B. La proportion des nominations susceptibles d'être prononcées est comprise entre un cinquième et un tiers du nombre total des nominations prononcées en application du 1° du présent article, des détachements de longue durée et des intégrations directes.

La proportion d'un cinquième peut être appliquée à 5 % de l'effectif des fonctionnaires en position d'activité et de détachement dans le corps des assistants ingénieurs au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les nominations lorsque ce mode de calcul permet un nombre de nominations plus élevé que celui résultant de l'application de l'alinéa précédent.

Article 35

Les concours mentionnés au 1° de l'article 34 sont organisés dans les conditions précisées ci-après :

1° Des concours externes sur épreuves sont ouverts aux candidats titulaires d'un titre ou d'un diplôme classé au moins au niveau III.

Ces concours sont également ouverts aux candidats possédant une qualification professionnelle jugée équivalente à l'un des diplômes cités ci-dessus par la commission mentionnée à l'article 15 qui, à cet effet, peut prendre l'avis d'experts figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

2° Des concours internes sur titres et travaux, complétés d'épreuves, sont ouverts aux fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux visés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires et magistrats ainsi qu'aux candidats en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale.

Les candidats mentionnés à l'alinéa précédent doivent justifier au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est organisé le concours de quatre années au moins de services publics.

Ces concours sont également ouverts aux candidats justifiant de quatre ans de services auprès d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement mentionnés au troisième alinéa du 2° de l'article 19 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, dans les conditions fixées par ledit alinéa ;

3° Des troisièmes concours sur épreuves sont ouverts aux candidats qui justifient, au 1er janvier de l'année du concours, de l'exercice, durant quatre ans au moins, d'une ou plusieurs des activités ou d'un ou plusieurs des mandats mentionnés au 3° de l'article 19 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

Les activités professionnelles prises en compte doivent avoir été exercées dans le domaine de l'éducation, de la formation ou de la recherche.

Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs des activités ou d'un ou plusieurs des mandats aura été simultanée ne sont prises en compte qu'à un seul titre.

Article 35-1

Des assistants ingénieurs ne possédant pas la nationalité française peuvent être recrutés, dans les conditions prévues à l'article 35.

Article 36

Les assistants ingénieurs sont classés conformément aux dispositions de l'article 37 et des articles 2 à 8 et 10 à 12 du décret du 23 décembre 2006 mentionné à l'article 18.

Article 37

Pour le classement des lauréats des concours prévus à l'article 35 du présent décret, l'ancienneté acquise dans des services privés, dans des fonctions au moins équivalentes à celles d'assistant ingénieur, par les agents qui, antérieurement à leur nomination, n'avaient pas la qualité de fonctionnaire est prise en compte à raison du tiers jusqu'à douze ans et de la moitié au-delà de douze ans.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont cumulables avec celles de l'article 7 du décret du 23 décembre 2006 susmentionné.

Chapitre III : Avancement.

Article 38

La durée moyenne et la durée minimale du temps passé dans chacun des échelons du corps des assistants ingénieurs sont fixées conformément au tableau ci-après :

GRADE ET ÉCHELONS	DURÉE		
	Moyenne	Minimale	
Assistant ingénieur		Echelon terminal	
16e échelon	Echelon terminal	Echelon terminal	
15e échelon	3 ans	2 ans 3 mois	
14e échelon	3 ans	2 ans 3 mois	
13e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
12e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
11e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
10e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
9e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
8e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
7e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
6e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
5e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
4e échelon	2 ans	1 an 6 mois	
3e échelon	1 an 6 mois	1 an 6 mois	
2e échelon	1 an 6 mois	1 an 6 mois	
1er échelon	1 an	1 an	

Article 38-1

Pour l'intégration et l'avancement des agents de la collectivité départementale et des établissements publics administratifs de Mayotte dans le corps des assistants ingénieurs du ministère chargé de l'enseignement supérieur, sont créés, à la base du grade de ce corps, des 1er, 2e, 3e et 4e échelons provisoires dotés respectivement des indices bruts 250, 280, 300, 330, affectés chacun d'une durée de 18 mois.

Seuls peuvent être nommés à ces échelons provisoires les personnels intégrés et titularisés en application du décret n° 2006-257 du 3 mars 2006.

[...]